

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 000017 /AONO/MINMIDT/CIPM/2026 DU 21 03 2026
RELATIF A L'ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU POUR LES SERVICES
DU MINMIDT

1- Objet

Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique lance, pour le compte de son département ministériel, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence en vue de l'acquisition du mobilier de bureau pour les services du MINMIDT sur financement du budget d'investissement public de l'exercice 2026.

2- Consistance de la fourniture

Les fournitures, objet du présent Appel d'Offres, comprennent :

N°	Description de l'article	Unité	Quantité
1	Bureau directeur avec retour	U	05
2	Bureau sous-directeur	U	05
3	Bureau chef de service	U	12
4	Bureau cadre	U	25
5	Fauteuil directeur	U	12
6	Fauteuil sous-directeur	U	12
7	Fauteuil chef de service	U	12
8	Fauteuil cadre	U	25
9	Chaise de réception	U	05
10	Meuble de rangement	U	05
11	Armoire de rangement mural	U	05

3- Tranches/Allotissement

Les fournitures, objet du présent appel d'offres sont organisés en un lot unique.

4- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de FCFA Toutes Taxes Comprises (TTC) 95 000 000 (quatre-vingt-quinze millions).

5- Délai et lieu de livraison

Le délai maximum pour livrer les fournitures, objet du présent appel d'offres, est de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

Ce délai comprend le temps nécessaire pour acquérir et transporter les équipements sur le lieu de livraison et procéder le cas échéant à leur réception.

La livraison aura lieu dans les locaux du Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique.

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux prestataires de service exerçant au Cameroun et disposant d'une expérience avérée en la matière.

7- Financement

Les fournitures, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINMIDT de l'exercice 2026 sur l'imputation budgétaire 60 29 314 1 33000001 0133 524118.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *la soumission en ligne*.

9- Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de 1 900 000 (un million neuf cent mille) Francs CFA, acquittée à la main délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres. Cette caution doit être timbrée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, timbrée et assortie du récépissé délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre. De plus, une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINMIDT dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Service des Marchés du MINMIDT sis à l'Immeuble Rose, porte 116. Tél : 222 22 27 35 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de francs CFA 80 000 (quatre-vingt mille) payable au Trésor Public pour les Administrations publiques. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, le soumissionnaire est conditionné par le paiement des frais d'achat du DAO avant toute soumission

12- Remise des offres

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

Mode de soumission en ligne

Les offres sont établies en français ou en anglais.

Les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 23 AOÛT 2024 à 12 heures.

Dans le même délai que ci-dessus, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », ainsi que la version physique de la caution de soumission

accompagnée du récépissé délivré par la CDEC. Le pli devra être déposé sur décharge et portera la mention :

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 1000017 /AONO/MINMIDT/CIPM/2026 DU 21 juin 2026
RELATIF A L'ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU POUR LES SERVICES DU MINMIDT

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission en ligne ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des offres

L'ouverture des offres sera effectuée en un (01) temps par la Commission Interne de Passation des Marchés, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de leurs Offres respectives.

Elle aura lieu le 13 Juin 2026 à 13 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINMIDT dans la salle de session de ladite Commission sise à l'Immeuble Rose, porte 153.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Evaluation des offres

Le système de notation des offres se fera par mode binaire (oui / non) et portera sur les critères ci-après dont le détail est donné dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) :

15.1 Critères éliminatoires :

Il s'agit :

1. de l'absence de la version physique du cautionnement de soumission, timbrée et accompagnée du récépissé de la CDEC, à l'ouverture des plis;
2. de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission);
3. des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. de l'absence de fiches techniques du fabricant (Menuisier ou autre) avec toutes les descriptions détaillées des mobiliers proposés (Bureaux, Fauteuils, Meubles de Rangement) en couleur dans l'original ;
5. du non-respect d'au moins 4/5 des critères essentiels ;
6. de la non-conformité de 80% des spécifications techniques de chaque mobilier avec un OUI pour la qualité de l'essence utilisée ;
7. de l'absence d'une capacité financière d'au moins 50 000 000 (cinquante millions) ;
8. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
9. du non-respect du format de fichier des offres ;
10. de l'absence de la copie de sauvegarde accompagnée des originaux du récépissé de consignation de la caution de soumission délivré par la CDEC, et la quittance d'achat du DAO ;
11. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
12. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE et SDPU) ;
13. de l'absence des preuves d'acceptation des conditions du marché ;
14. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
15. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.
16. De la présence dans le dossier des pièces certifiées avant la signature de l'avis.

15.2 Critères essentiels de qualification :

1. la présentation de l'offre ;
2. les références du soumissionnaire ;
3. le service après-vente et la garantie des fournitures ;
4. Chiffre d'affaires des trois (03) dernières années ;
5. le planning et délai de livraison.

16- Attribution du Marché

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui disposera des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont la proposition financière aura été évaluée la **moins disante** en incluant le cas échéant les rabais proposés.

17- Nombre maximum de lots

Les prestations, objet du présent appel d'offres, sont organisées en un (01) lot unique.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

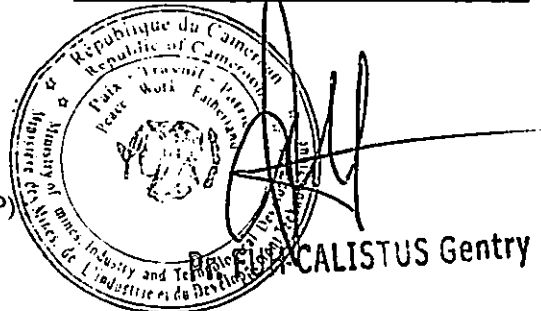
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINMIDT sis à l'Immeuble Rose, porte 116. Tél : 222 22 27 35 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 ou le MO/MOD au numéro 222 238 886.

Yaoundé, le 21 JUIL 2025

**Le Ministre des Mines, de l'Industrie
et du Développement Technologique (ai)**



Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP)
- ARMP :
- Président CIPM-MINMIDT :
- Affichage chrono.

NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER
No 000017 /ONIT/MINMIDT/CIPM/2026 OF 21 JUL 2026 FOR THE
SUPPLY OF OFFICE EQUIPMENT

1- Subject

The Minister of Mines, Industry and Technological Development is launching a National Open Invitation to Tender for the supply of office equipment, financed by the Public Investment Budget for the 2026 financial year.

2- Content of the supply

The supplies, subject of this invitation to tender, comprise:

N°	Item Description	Unit	Quantity
1	Executive desk with return	U	05
2	Deputy director's office	U	05
3	Head of department's office	U	12
4	Executive office	U	25
5	Executive chair	U	12
6	Deputy director's chair	U	12
7	Head of department's chair	U	12
8	Executive chair	U	25
9	Reception chair	U	05
10	Storage unit	U	05
11	Wall-mounted storage cabinet	U	05

3- Tranches/Allotment

The supplies, subject of this invitation to tender, are organised in single lot.

4- Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is FCFA ninety-five million (95,000,000).

5- Delivery time and location

The maximum period for delivery of the supplies, which are the subject of this invitation to tender, is three (03) months from the date of notification of the Service Order to start the services.

This period includes the time necessary to acquire and transport the equipment to the venue of delivery and reception of the equipment delivered.

The delivery will take place at MINMIDT.

6- Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to all companies or groups of companies under Cameroonian law with competence in the field.

7- Funding

This tender will be financed by the Public Investment Budget of MINMIDT for the year 2026 on the budget heading 60 29 314 1 33000001 0133 524118.

8- Mode of submission

The mode of submission retained for this invitation to tender shall be the **online submission**.

9- Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the TF, of an amount of **one million nine hundred thousand (1 900,000) all-in amount in CFA francs** and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. **This bid bond must be stamped and accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC).**

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts, stamped and accompanied by the receipt issued by the CDEC shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10- Consultation of the Tender File

The physical file can be consulted free of charge during business hours at the MINMIDT Public Procurement Department upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11- Acquisition of Tender File

The hard copy of the file may be obtained from Department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance/Public Contracts Service of the Ministry of Tourism and Leisure located at the Immeuble Rose, door 210, 2nd floor, as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of **eighty thousand (80,000) CFA francs**, to be paid only to the Public Treasury. It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees.

12- Submission of bids

Online submission method

Bids shall be drawn up in French or English.

The tender would have to be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than 13th AUGUST 2026 at 12.00 a. m.

Within the same delay as above, a backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD would have to be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", as well as the physical version of the bid bond accompanied by the receipt issued by the CDEC. The envelope must be filed on receipt and should be labelled:

NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER

No 0000 17 /ONIT/MINMIDT/CIPM/2026 OF 21 III 2026
FOR THE SUPPLY OF OFFICE EQUIPMENT

"To be opened only during the Tender Opening Session"

a) Tender file size and format

The maximum sizes of documents to be uploaded on the platform and which shall constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats shall be as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder will ensure to use the compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13- Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate files.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Bids non-compliant with the online bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. An unstamped bid bond, not accompanied by the CDEC receipt or not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14- Opening of bids

The bids shall be opened in single phase phases.

In any case, the opening of administrative documents, technical bids and financial offers shall take place on 13th AUGUST 2026 at 1 P.M by the P by the Internal Tenders Board of the Ministry of Mines, Industry and Technological development in his conference hall located at « Immeuble Rose », door 153.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15- Evaluation of bids

The scoring system of bids shall be done on a binary basis (yes / no) and based on the following criteria.

whose details are given in the Special Tender Regulations (RPAO) :

15.1 Eliminary criteria :

The eliminary criteria include:

1. absence of a physical copy of the bid security, stamped and accompanied by the CDEC receipt, at the time of bid opening;
2. Failure to submit, within 48 hours of bid opening, any document in the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid security);
3. False statements, fraudulent maneuvers, or falsified documents;
4. The absence of manufacturer's (carpenter or other) technical specifications with all detailed descriptions of the proposed furniture (desks, armchairs, storage units) in color in the original;
5. Failure to meet at least four-fifths of the essential criteria;
6. Failure to meet 80% of the technical specifications for each piece of furniture, with a "yes" for the quality of the wood used;
7. The absence of a financial capacity of at least 50,000,000 (fifty million);
8. The absence of a sworn statement attesting to the absence of any market abandonment during the last three (03) years;
9. Failure to comply with the bid file format;
10. the absence of the copy accompanied by the originals of the deposit receipt for the bid bond issued by the CDEC and the receipt for the purchase of the Tender Dossier;
11. Absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
12. Absence of an element of the Financial Offer (the submission, unit price schedule, bill of quantities, and unit price schedule);
13. Absence of proof of acceptance of the market conditions;
14. Absence of a dated and signed integrity charter;
15. Absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
16. Inclusion in the file of documents certified before the signing of the tender notice.

15.2 Main qualification criteria:

1. General presentation of the bid;
2. The company's references in similar projects;
3. Guarantee and after-sales service;
4. turnover for the last three (03) years;
5. Delivery time.

16- Award of Contract

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder (proposed discounts included). The bidder shall also display both technical and financial capacities needed to execute the contract satisfactorily and shall comply with most of the criteria of the tender documents.

17- Maximum number of lots

The services, the subject of this call for tenders, are organized in a single lot.

18- Period of Validity of Bids

Tenders shall be valid for ninety (90) days with effect from the submission deadline.

19- Further information

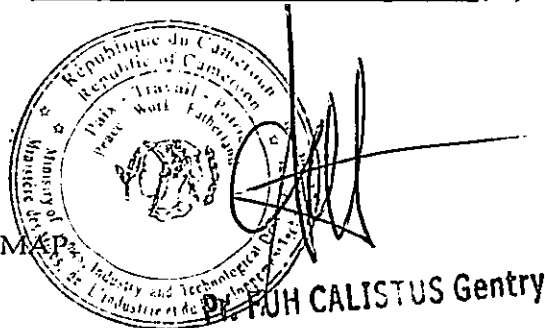
Additional information can be obtained during working hours from the MINMIDT Procurement Department located at Immeuble Rose, door 116. Tel: 222 22 27 35 or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other means of electronic communication indicated by the Contracting Authority.

20- Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48 or the PO on 222 22 35 69.

Yaounde, 21 Jun 2026

**The Minister of Mines, Industry
and Technological Development (ai)**



Copy to:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP ;
- Chairperson of the T B-MINMIDT ;
- Notice board/file,